

d'avoir pendant cette intervalle un moyen pour communiquer ainsi ensemble semi-officiellement. Un banquet, comme celui du 27 novembre, à la fin de l'année, constitue un excellent prélude à la session, et fait que les Chambres et le gouvernement sont mieux préparés à se rencontrer.

**

Le *Canadien* paraît scandalisé de ce que M. David et M. Gélinas expriment dans *L'Opinion Publique* des idées différentes au sujet de la colonisation.

Notre confrère est bien aimable de s'occuper de nous de cette façon, et nous lui savons gré de cette sollicitude. Qu'il nous permette de lui dire, cependant, qu'il s'est mis en émoi sans raison. Les lecteurs de *L'Opinion Publique*, nous en sommes certains, n'ont pas été du tout embarrassés par la contradiction qu'il signale. Le *Canadien*, qui évidemment ne nous fait pas souvent l'honneur de nous lire, ignore qu'en vertu de nos règlements, chacun des rédacteurs de *L'Opinion Publique* est seul responsable des écrits qu'il publie. C'est pour cela que nous signons nos articles. Dès lors, un article peut fort bien ne pas s'accorder avec l'autre; le lecteur en est averti d'avance, et ne songe pas à s'en formaliser. Entre deux opinions contradictoires, il est libre d'opter pour celle qui lui convient.

A présent, il est certain que ni M. David ni M. Gélinas n'ont une très-grande expérience personnelle en matière de défrichement. C'est une lacune qui existe dans leur éducation, comme aussi, nous le supposons, dans celle des rédacteurs du *Canadien*. Il est probable, en effet, que nous serions assez "en peine d'abattre un arbre ou d'arracher une souche." Mais si ce devait être une raison pour nous interdire de parler colonisation, c'en serait un également pour défendre au *Canadien* de parler de la vallée du lac Saint-Jean, comme aussi peut-être des secrets de la Bible et des mystères du déluge, dont notre confrère a passablement abusé dans ces derniers temps.

A. GÉLINAS.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

L'alliance de la Prusse et de l'Autriche fait naître bien des commentaires en Europe. C'est toujours la question à l'ordre du jour. On discute les résultats de cette alliance au point de vue religieux, et on s'accorde à dire qu'elle oblige la Prusse de montrer plus de sympathie pour les intérêts catholiques, de les défendre même.

Étrange changement! C'est la Prusse qui va prendre avec l'aide de l'Autriche la place de la France, et devenir la protectrice des nations catholiques. Bismarck travaille évidemment en ce moment à reconstituer l'ancien empire germanique, et, pour accomplir son dessein, il lui faut nécessairement ménager les populations catholiques que comprendra cet immense empire. La politique de Bismarck inspire aux écrivains catholiques des réflexions amères sur la déchéance de la France; voici ce que l'un d'eux écrit :

Le nouvel empire sera une des plus grandes puissances catholiques du monde, non-seulement parce qu'il aura plus de sujets catholiques que n'en peut avoir isolément la France, l'Espagne ou l'Italie, mais parce que, dans sa politique orientale, il sera nécessairement amené à compter avec les intérêts catholiques et à s'appuyer sur eux.

Sur le bas Danube et dans la Péninsule des Balkans, ce n'est pas la Prusse protestante, c'est l'Autriche catholique qui représentera les intérêts de cet empire à deux têtes. Les catholiques de Bosnie ont déjà été un appoint précieux pour l'influence autrichienne dans ces régions.

Si plus tard, comme tout le fait prévoir, on veut établir sur l'empire ottoman un protectorat austro-allemand analogue à l'ancien protectorat anglo-français, on devra naturellement grouper autour de soi les intérêts catholiques en Orient, d'autant plus qu'on aura à lutter contre l'influence grecque orthodoxe, représentée par la Russie, et contre l'influence protestante, représentée par l'Angleterre.

Sur les côtes de la Baltique et sur les bords de la Vistule, c'est la Prusse qui représentera et qui défendra les intérêts communs de la grande association austro-germanique. Mais, dans l'éventualité, toujours possible, d'une rupture

avec la Russie, on sera forcé de ménager les Polonais catholiques; car si par de mauvais procédés et surtout par des persécutions religieuses on réveillait leurs vieilles haines contre les Allemands, et si la Russie, au contraire, pratiquait à leur égard une politique habile et conciliante, ils se rapprocheraient de cette dernière puissance, avec laquelle ils ont après tout de profondes affinités de race, et alors les frontières orientales de l'Allemagne et de l'Autriche, peuplées de Polonais depuis la mer Baltique jusqu'aux monts Carpathes, seraient singulièrement compromises.

**

M. Jules Ferry renonce à demander au Sénat la discussion immédiate de la loi sur l'enseignement supérieur. Il a dû céder sur ce point aux conseils de ses collègues, comme à la conviction que son projet serait rejeté dans la Chambre-Haute. Il alléguait, il est vrai, que ce rejet n'entraînerait pas nécessairement une crise ministérielle. Mais on lui a fait remarquer que cette crise naîtrait de l'attitude que prendrait la majorité de la Chambre des députés en présence de la décision de la majorité du Sénat. La discussion sur ce point est donc ajournée à la session de 1880.

**

La Russie n'est pas, en principe, opposée aux réclamations de l'Angleterre au sujet des réformes imposées à la Turquie par le traité de Berlin; elle paraît disposée même à l'appuyer dans cette voie. Mais si, sous prétexte de rappeler à la Turquie ses obligations, l'Angleterre cherchait à obtenir des concessions en menaçant Constantinople, la Russie, dont les intérêts vitaux seraient par là menacés, se résoudrait plutôt à une guerre à outrance. Voici d'ailleurs les instructions que, d'après la *Correspondance de Pesth*, le prince Lobanoff a rapportées de Livadia :

1o. Encourager vivement la Porte dans la voie des réformes, si elle est sérieusement décidée à les faire, mais s'opposer énergiquement, toutefois, à ce que les postes supérieurs administratifs soient confiés à des Anglais dans l'Asie-Mineure.

2o. Au cas que lord Beaconsfield, suivant des plans secrets, poussât les choses jusqu'à amener un conflit, et persistât à envoyer des vaisseaux de guerre dans le Bosphore—d'assurer au sultan le secours de la Russie (que le sultan semble en effet désirer). Pour que ce secours fût plus prompt et sous la main, on concentrerait, sous le commandement de Tottleben (chef du département militaire d'Odessa), dans le rayon Odessa-Kilia-Reni, 70,000 hommes qui, en peu de temps, pourraient se porter devant Constantinople.

3o. En compensation, la Porte devrait faire à la Russie certaines concessions relatives à des questions pendantes (entre autres la cession d'Erzeroum à la Russie.)

4o. Comme la Porte est dépourvue de moyens pécuniaires, la Russie lui avance provisoirement vingt-cinq millions de roubles, néanmoins contre la signature du traité, en foi duquel quatre grands vaisseaux blindés de la flotte ottomane et une flote de l'archipel seraient cédés comme hypothèques à la Russie. (De la sorte, les uniformes russes pourraient sur le champ faire leur apparition dans la baie d'Or, et prévenir les Anglais.)

C'est là un document précieux pour la connaissance du plan général de la politique russe en Orient.

**

Le fameux correspondant du *Times* à Paris, M. Blowitz, lance souvent dans le public des nouvelles et des révélations qui font le tour de l'Europe. Il rappelait, il y a quelques jours, une conversation importante qui avait eu lieu entre M. de Bülow, ambassadeur de la Prusse, et le prince Gortschakoff.

A l'époque du Congrès de Berlin, dit-il, l'on a dit à M. de Bülow que le prince Gortschakoff s'était plaint de l'attitude de l'Allemagne et qu'il s'était écrié : "C'est à la coopération morale de la Russie que l'Allemagne est redevable de ses succès en France. Elle nous avait promis de nous laisser une pleine liberté d'allure, de nous soutenir au besoin, et voilà qu'elle nous lie à présent les mains."

M. de Bülow répliqua : "La Russie se plaint, mais l'Autriche est satisfaite, et c'est là l'essentiel."

Ces paroles contenaient le germe de tout ce qui est arrivé depuis. A la suite du Congrès de Berlin, l'on a pu s'apercevoir que la Russie n'oublierait jamais sa défaite diplomatique, tandis que l'Autriche est sortie victorieuse de l'épreuve; et ceux qui savent que M. de Bismarck n'agit jamais au hasard, ont dû s'apercevoir que sa rupture avec la Russie n'a pas été faite en vue de l'Angleterre, mais bien de l'Autriche. Delà, pour la France surtout, Vienne devenait

le point central de la diplomatie, et la France aurait dû voir que la triple alliance étant dissoute, l'Autriche allait être courtisée par la Russie et par l'Allemagne, et que si la Russie réussissait, la France devrait nécessairement tenter d'entrer dans leur jeu, au lieu que si l'Allemagne venait à l'emporter, ce serait au détriment de la France. De toutes façons, soit pour seconder les efforts de la Russie, soit pour contrecarrer ceux de l'Allemagne, Vienne devait être le pivot de la diplomatie française.

Si l'on en croit certains journaux, la Russie ferait des efforts pour entrer dans l'alliance austro-allemande, et M. de Bismarck n'en voudrait pas.

**

Les Chambres américaines se sont ouvertes presque en même temps que les Chambres françaises. Le *Courier des Etats-Unis* raconte comment les choses se passent aux Etats-Unis :

Quelques minutes avant midi, le vice-président des Etats-Unis, président-né du sénat, et le *speaker* de la Chambre des représentants, occupent leur fauteuil respectif. A midi précis, l'un et l'autre frappent du maillet sur leur bureau, et ouvrent la session par un petit speech de cérémonie. On fait l'appel des membres par ordre alphabétique, le chapelain fait une prière appelant les bénédictions du ciel sur les travaux législatifs, et chacune des deux branches législatives charge un comité de trois membres d'aller conjointement annoncer au président que la session est ouverte et que les Chambres sont prêtes à recevoir toute communication que l'exécutif jugera à propos de leur adresser. Naturellement les choses se sont passées dans l'ordre, et surtout rapidement, car à midi 35 minutes, les deux Chambres ont suspendu la séance pour attendre le retour du comité, qui vint à 1 heure 45 minutes annoncer que le message du président allait être présenté au congrès. En effet, immédiatement après cette déclaration, le secrétaire de M. Hayes a remis le document annoncé à M. Wheeler, président du sénat, et à M. Randall, *speaker* de la Chambre. La lecture en a été ordonnée immédiatement, et nombre de membres, ne voulant pas subir cette mystification, ont pris leur chapeau et s'en sont allés.

En effet, le message avait été publié la veille dans les journaux et tout le monde l'avait lu. Cette publication a fait du bruit, et on se demande qui en est responsable et coupable.

**

Le président Hayes a fait, cette année, dans son message, l'éloge de notre service civil qu'il considère comme supérieur au système américain. Il recommande l'adoption de la pratique anglaise et se prononce en faveur de la permanence des emplois publics.

Le message ne contient rien de nouveau et de bien remarquable. C'est un message d'affaires.

**

Une chose étonnante est le revirement qui s'opère en ce moment dans l'opinion publique en Turquie à l'égard de l'Angleterre.

**

Les Chambres françaises se sont réunies le 27 novembre. Jusqu'à présent, il n'y est passé rien d'extraordinaire. Gambetta et ses amis font de grands efforts pour calmer les violents qui veulent à tout prix un changement de ministère.

La gauche a voulu faire affirmer son indépendance et son peu de confiance dans le gouvernement, en lui imposant un programme dont les principaux articles sont : "Liberté de réunion et d'association légale, liberté de la presse et instruction gratuite, séculière et obligatoire, et destitution des fonctionnaires opposés à la république."

On dit que la résolution prise par les républicains d'imposer un programme au ministère, paraît être un avertissement amical aux ministres d'avoir à se retirer. M. Waddington, président du Conseil et ministre des affaires étrangères, se retirera dans les premiers jours de l'année prochaine, et peut être même plus tôt. M. Gambetta, président de la Chambre des députés, aura alors l'occasion d'inaugurer un gouvernement parlementaire sous un régime franchement républicain.

Les dernières nouvelles nous apprennent que la crise est commencée.

**

Il est étonnant et curieux de voir en ce moment les nations vaincues donner la

main à leurs vainqueurs. Après l'Autriche qui vient de s'allier à la Prusse, voilà la Turquie en train de se tourner contre l'Angleterre, sa vieille amie, pour se jeter dans les bras de la Russie! Un journal français dit à ce sujet :

Les Russes n'ont plus guère à redouter sur le Bosphore l'ancienne antipathie des Ottomans : elle s'est retournée toute entière contre cette Grande-Bretagne qui, après avoir poussé les Turcs à une guerre effroyable, ne les a secourus ni d'un homme ni d'un shellings, et qui, maintenant, non satisfaite de leur avoir enlevé l'île de Chypre, prétend s'imposer dans l'Asie-Mineure!

Un mot donnera la mesure du revirement; le sultan Abdul Hamid s'est écrié dans un accès de colère : "Je préfère voir les Russes à Constantinople plutôt que les Anglais!"

**

Un autre attentat vient d'être commis contre la vie de l'empereur de Russie. Les nihilistes ont voulu le faire sauter avec toute sa suite sur le chemin de fer de Saint-Petersbourg à Moscou.

Les conspirateurs avaient pris une maison près de la voie ferrée dans un des faubourgs de Moscou, et de la cave ils ont creusé un souterrain sous le chemin de fer et y ont placé une forte charge de poudre à laquelle ils ont mis le feu au moyen d'une batterie électrique. Ce qui a sauvé la vie du czar, c'est une méprise de la part des assassins; ils croyaient qu'il se trouvait dans le deuxième convoi, tandis qu'il était dans le premier. Le convoi des bagages qui suivait le convoi impérial a été jeté hors de la voie et considérablement endommagé. Il y a eu des démonstrations en l'honneur du czar à Moscou et à Saint-Petersbourg.

**

L'excitation ne s'apaise pas en Irlande. L'attention se porte maintenant sur le dernier discours de Parnell à Liverpool, qu'on regarde comme un véritable défi lancé au gouvernement anglais, de l'arrêter s'il l'ose. Davitt, Daly et Killen, qui ont été arrêtés, n'ont pas employé un langage plus violent que lui; il les a défendus et approuvés en citant des précédents dans l'histoire de l'Irlande, rappelant en particulier 1782.

La misère qui règne en Irlande contribue beaucoup à rendre l'agitation dangereuse. Le gouvernement anglais est inquiet, il distribue des secours aux indigents et encourage l'émigration. Il ne voit pas comment il peut remédier aux griefs du fermier irlandais, vu qu'il ne peut déposséder les propriétaires.

L.-O. DAVID.

AFFAIRES DU NORD-OUEST

Le *Métis* reproduit dans son dernier numéro notre article du 6 novembre sur les affaires de Manitoba et le remaniement ministériel.

Notre confrère annonce en même temps l'entrée de M. Girard dans le cabinet, et il l'accueille avec réserve la nouvelle combinaison. Il est évident que tout n'est pas rose là-bas, et que l'on y subit les arrêts de la nécessité.

Le *Métis* cite un article du *Marquette Review* qui dit que les Canadiens-français, sous la conduite de leur chef, ont constamment gouverné Manitoba depuis huit ans, qu'il est temps que cela finisse, et que les Anglais reprennent le contrôle de cette province anglaise. Ce journal laisse entendre que M. Royal est inacceptable pour les Anglais, parce qu'il est trop dominateur, et c'est pourquoi ceux-ci se sont adressés au sénateur Girard.

Le *Métis*, de son côté, répond à cela en faisant le tableau des désagréments de toutes sortes et des difficultés que M. Royal a eues à rencontrer pendant les huit années.

Il est de fait que ce n'est qu'à force de diplomatie que le *leader* du parti français a pu sauver la situation pendant si longtemps. S'il a dominé les Anglais, suivant l'expression du *Marquette Review*, ce n'est pas par la violence, puisqu'il n'avait pas la force de son côté, c'est par le talent et la supériorité; et un ascendant obtenu de cette manière est plutôt un titre de gloire